

Parano électrique

Revenons un peu sur ces histoires de chauffages électriques que le canton de Vaud veut supprimer. Vu de loin, on a désormais l'impression que le petit monde politique du... petit monde vaudois s'est un peu emballé, non ?

Contextualisons: le même Etat qui prône à tout va le tout à l'électrique et en particulier la voiture électrique demande tout à coup que l'on bannisse les chauffages électriques qui ont au moins une vertu similaire aux bagnoles à piles: ne pas polluer. Pour le commun des mortels, ceci est clair, non ? Poursuivons. Les panneaux solaires, à coups de promotions et de rêves financiers vendus, produisent désormais tellement de courant que les infrastructures techniques de la grande compagnie vaudoise (la Romande énergie pour ne pas la nommer) n'arrivent plus à faire circuler cette énergie bienvenue parce les câbles sont trop petits pour absorber cette manne. Accessoirement on se demandera où est la capacité de projection de cette même compagnie par rapport à un succès qui en réalité est un fiasco. A tel point que les propriétaires qui ont investi des dizaines de milliers de francs dans leurs panneaux ne verront

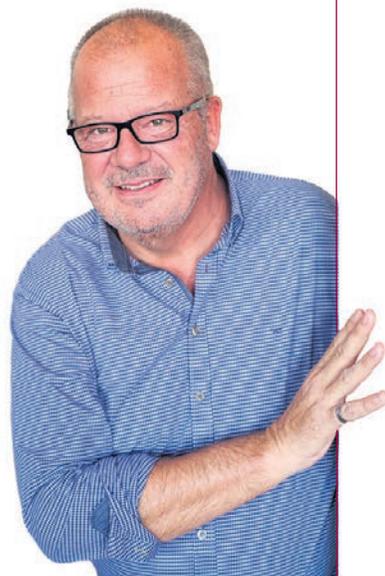
jamais leur retour sur investissement ou alors dans des dizaines d'années. Restons positifs...

On reproche officiellement aux radiateurs électriques de ne pas être efficaces. Modérons. Ceux qu'on a forcé, il y a 40 ans, à poser de tels radiateurs ont, dans leur grande majorité, remplacé les premiers modèles par des outils désormais intelligents capables, par exemple, de détecter si une personne est dans la pièce à chauffer ou pas. On leur dit de poser des pompes à chaleur qui consommeront elles aussi des tonnes d'électricité pour soi-disant en économiser d'autres. Mais de qui se moque-t-on ?

Mais il y a un dernier argument en faveur d'un abandon de cette réforme inique. Il est peu ou pas mis en avant. C'est l'impact psychologique de toute cette pantalonnade et on ferait bien d'y songer un peu. Reprenons: les bons petits soldats des années 80 qui ont obéi au même Etat qui leur a demandé de poser ces radiateurs et qui leur dit aujourd'hui de les enlever, ont vieilli. On leur impose un stress immense en leur faisant comprendre qu'il leur en coûtera entre 60 et 100'000 francs de travaux pour soi-disant se mettre

en règle en regard d'un effet de mode ou d'une mauvaise gesticulation politique. Quel affront et quelles nuits sans sommeil à se demander si on devra aller affronter son banquier ou simplement vendre sa maison, parce que la charge financière qu'impose cette mauvaise idée n'est simplement pas supportable. C'est un scandale et personne ne mérite cela.

Il est temps de revenir sur terre.



Denis Pittet, journaliste